Fin de rédaction : 22 juin 2009

N° 13/09

SOMMAIRE

POLITIQUE INTÉRIEURE

Gouvernement - Loi sur les universités : amendement, ÖBB : réforme
Accord sur la Loi sur l'ECE
Conseil national : Feu vert pour l'année de jardin d'enfants « gratuite »
Le nouveau droit familial renforce les familles « patchwork »

EUROPE

Le chancelier fédéral Faymann au sommet de l'UE à Bruxelles
Le président fédéral Fischer à la rencontre d'Europe centrale à Novi Sad
Le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov en Autriche
Le président Fischer a rencontré des chefs d'Etat européens à Naples

ECONOMIE

Paquet marché de l'emploi II : Prolongation du chômage partiel
La Loi sur la garantie de l'Etat aux entreprises mise sur les rails
Secret bancaire : Assouplissement pour titulaires de comptes étrangers
Poste : Georg Pölzl nouveau PDG

CULTURE ■ MÉDIAS ■ SCIENCE

Actionnisme viennois à Sofia
Exposition permanente sur Josef Hoffmann dans sa ville natale de Brtnice (Pirnitz)
International Liszt Association (ILA)
Projets gagnants d'Art(s)&Sciences présentés par le maire Häupl
Loi de restitution amendée
Dépenses publiques élevées pour l'enseignement

POLITIQUE SPORTIVE

Le ministre Darabos : Sport avec 10.000 jeunes à Vienne
Initiative « Dopage – non merci ! » : 1.500 signatures d'appui
30 places de plus dans le sport de compétition de l'armée fédérale
Le plus grand événement cycliste pour la relève à travers trois Länder

MENTIONS LÉGALES

Propriétaire du média (éditeur) et producteur : Chancellerie fédérale, Service de presse fédéral. A-1014 Vienne, Ballhausplatz 1. Rédaction : Franz Putz, tél. ++43/1/53115-2579, fax ++43/1/53115-4274, e-mail : franz.putz@bka.gv.at ; distribution : Direction VII/2, Irene Bucher, tél. ++43/1/53115-2958, fax ++43/1/53115-2880, e-mail: irene.bucher@bka.gv.at ; http://www.bundeskanzleramt.at ; la reproduction partielle du texte est autorisée. Publié par le Service de presse fédéral Vienne.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Gouvernement - Loi sur les universités : amendement, ÖBB : réforme

Le Gouvernement autrichien a initié au dernier Conseil des ministres le 16 juin nombre de lois, amendements et réformes : Il a adopté l'amendement à la Loi sur les universités 2002 (UG), la Loi sur la structure de l'ÖBB et les cautions de l'Etat pour crédits d'entreprises (pour ce dernier point cf. Economie). Le Parlement pourrait ainsi lui aussi en décider avant l'été. Une loi sur la préparation de l'intégration du trafic aérien dans le système de commerce des émissions de l'UE a également été approuvée. La nouvelle Loi sur le marché de poste (libéralisation) a été reportée à l'automne. Pour le ministre des Sciences Johannes Hahn, l'amendement de l'UG assure en tout cas le financement des universités. En contrepartie, la note de procès-verbal souhaitée par la ministre de l'Education Claudia Schmied a été ajoutée, dans laquelle les deux partenaires au Gouvernement préconisent le baccalauréat central (avec écrit standardisé). Les contenus seront négociés d'ici le 30 juin et soumis au Gouvernement pour adoption. Selon l'amendement à l'UG, il n'y aura pas de changement dans la nomination des membres délégués par le Gouvernement dans les Conseils universitaires et le Conseil scientifique. Le Gouvernement garde le droit de délégation, qui ne sera pas cédé au Ministre des Sciences, comme M. Hahn l'avait souhaité. L'amendement de l'UG 2009 prévoit notamment d'ici 2011/2012 l'introduction de phases initiales d'études pour toutes les disciplines sans règles d'admission. Une fois celles-ci achevées positivement, les études peuvent être poursuivies. Les universités doivent à l'avenir pouvoir fixer des « conditions d'accès qualitatives » pour les études de master et de PhD. Les études de bachelor seront prolongées à quatre ans (jusqu'ici trois). Toutes les disciplines doivent en outre aussi être offertes en une structure bachelor et master. D'autres points essentiels sont un quota de femmes de 40 % dans tous les organes universitaires, plus de compétences pour le Conseil universitaire dans l'élection du recteur ainsi qu'une nouvelle composition des sénats (les professeurs n'auront plus la majorité, représentation accrue des corps intermédiaires). Le Conseil des ministres a également adopté la nouvelle Loi sur l'ÖBB pour la rationalisation de la structure des chemins de fer : Il n'y a dorénavant dans le groupe ÖBB-Holding AG que trois sociétés (jusqu'ici cinq (voyageurs, marchandises/Rail Cargo, infrastructure)). ■

Accord sur la Loi sur l'ECE

Les ministres de l'Environnement Nikolaus Berlakovich et de l'Economie Reinhold Mitterlehner sont convenus le 18 juin de l'amendement de la Loi sur l'examen de compatibilité avec l'environnement (ECE). L'« intérêt public » de sécurité d'approvisionnement critiqué par les écologistes est remplacé par un renvoi aux « droits substantiels » (droit forestier, droit relatif à l'eau) et la procédure sera simplifiée : Des expertises sur un état de faits peuvent servir plusieurs fois. Il ne faudra donc plus d'ECE pour remplacer une turbine. Le chancelier Werner Faymann rappela l'équilibre entre écologie et économie: Les raccourcissements de la procédure ne sauraient se faire aux dépens de l'environnement. ■

Conseil national : Feu vert pour l'année de jardin d'enfants « gratuite »

Le Conseil national a approuvé le 17 juin un accord Etat-Länder : les Länder s'engagent à offrir dès l'automne 2009 des places de jardin d'enfants gratuites pour enfants de cinq ans à raison de 20 heures par semaine. L'obligation pour les parents d'envoyer leurs enfants au jardin d'enfants au moins un an avant leur entrée à l'école n'entre en vigueur qu'à partir de 2010. Pour les frais supplémentaires, l'Etat transfère jusqu'en 2013 70 mio. d'euros par an aux Länder. ■

Le nouveau droit familial renforce les familles « patchwork »

Le nouveau droit familial modernisé donne aux beaux-parents plus de droits et de devoirs dans l'éducation des enfants et aux couples en cas de divorce plus de marge de manœuvre pour des contrats de partage de la fortune. C'est ainsi qu'en cas de divorce un appartement apporté au mariage peut être exclu par acte notarié du partage de la fortune commune. Autre élément central de l'amendement à la loi: Des beaux-parents mariés peuvent assister leurs conjoints à l'avenir « dans des affaires quotidiennes de garde des enfants », p. ex. signer des billets d'excuse pour l'école. Le versement d'avances sur les aliments par l'Etat sera accéléré. Le Conseil national doit adopter l'amendement avant les grandes vacances. Le pacte civil enregistré pour homosexuels, qui n'y est pas contenu, doit également être adopté cette année. ■

Le chancelier fédéral Faymann au sommet de l'UE à Bruxelles

A leur sommet de Bruxelles (18/19 juin), les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont proposé à l'unanimité le président de la Commission José Manuel Barroso pour un second mandat. Celui-ci a toutefois aussi besoin de l'appui du Parlement de l'UE qui ne veut voter qu'en automne, tandis que les dirigeants de l'UE attendent une confirmation de M. Barroso dès avant les vacances d'été. Le chancelier Werner Faymann se félicita de l'unanimité pour la réélection de M. Barroso, qui, lors de la présentation de son programme, a soumis des « arguments convaincants ». Il a notamment « préconisé clairement l'équilibre social », plus de contrôle du marché financier et la protection du climat. Le sommet de l'UE a en outre adopté les garanties de souveraineté pour l'Irlande pour que le traité de Lisbonne soit plus attrayant pour la population irlandaise, qui l'avait rejeté l'année dernière. Les garanties concédées concernent la souveraineté fiscale, la neutralité militaire et le maintien de l'interdiction de l'avortement. Un nouveau référendum sur le traité doit avoir lieu en octobre. Les concessions seront ajoutées au droit communautaire comme protocole. Une nouvelle ratification du traité de Lisbonne n'est pour autant nécessaire dans aucun autre pays. Le sommet de Bruxelles est aussi parvenu à des résultats quant à la réorganisation de la supervision européenne du marché financier. Un conseil européen du risque systémique doit être créé auprès de la Banque centrale européenne (BCE) et agir comme système d'alerte précoce en cas où des turbulences menaceraient le marché financier. La Commission de l'UE doit présenter au début de l'automne 2009 des propositions de loi concrètes pour la réorganisation du marché financier et des règles fondamentales communes. M. Faymann qualifia la décision pour un contrôle plus rigoureux du marché financier de « progrès substantiel ». L'Autriche a en outre obtenu que la protection accrue de la frontière extérieure de l'UE par l'agence Frontex concerne aussi la frontière du pays. ■

Le président fédéral Fischer à la rencontre d'Europe centrale à Novi Sad

Outre le président fédéral Fischer, 13 autres chefs d'Etat ont participé à la 16^e rencontre des prési-

dents d'Europe centrale (19 juin) à Novi Sad (capitale de la province de Vojvodine dans le nord de la Serbie). Le sujet central fut la querelle frontalière entre la Croatie et la Slovénie. Le président serbe Boris Tadic déclara que les participants étaient convenus que des querelles frontalières entre des Etats individuels devaient être traitées comme conflits bilatéraux et non pas comme obstacle sur leur voie vers l'UE. La veille à Bruxelles, de nouveaux essais de médiation entre la Croatie et la Slovénie avaient échoué. La Slovénie bloque actuellement les entretiens d'adhésion à l'UE avec la Croatie. S'agissant de son propre pays, M. Tadic souligna la « forte priorité stratégique de la pleine intégration de la Serbie dans l'Union européenne ». Le président Fischer rappela dans ce contexte l'appui soutenu de l'Autriche pour que l'accord commercial transitoire avec la Serbie que l'UE a signé l'année dernière à Belgrade entre en vigueur sous peu. M. Fischer espère des progrès dans les entretiens d'adhésion à l'UE avec la Croatie. ■

Le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov en Autriche

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov est arrivé à Vienne le 22 juin pour une visite de travail de deux jours. Le programme comporte des entretiens avec le président fédéral Heinz Fischer, le chancelier Werner Faymann et le ministre des Affaires étrangères Michael Spindelegger. Les principaux sujets sont la mise en place d'une nouvelle architecture de sécurité européenne et les relations entre la Russie et l'UE ainsi que des questions bilatérales. ■

Le président Fischer a rencontré des chefs d'Etat européens à Naples

Le président fédéral Heinz Fischer a délibéré lors d'une réunion informelle de chefs d'Etat européens à Naples (12/13 juin) de l'intégration européenne, de la politique de sécurité et de la crise économique. Les interlocuteurs furent, outre l'hôte Giorgio Napolitano, les présidents d'Allemagne, de Hongrie, de Pologne, du Portugal et le Lettonie. M. Fischer souligna la nécessité d'intervenir contre l'« euroscepticisme » et de renforcer la confiance à l'égard de la politique de l'UE. Il rappela surtout la lutte contre la crise économique et l'aspect social. ■

Paquet marché de l'emploi II : Prolongation du chômage partiel

Après de longues négociations, les ministres des Affaires sociales Rudolf Hundstorfer et des Finances Josef Pröll sont convenus du Paquet marché de l'emploi II. Les points centraux sont la prolongation du chômage partiel de 18 à 24 mois pour 2010 à 2012 et la prise en charge par le Service de l'emploi (AMS) des cotisations patronales à l'assurance sociale (assurance chômage, maladie et accident) à partir du 7^e mois de chômage partiel. Le 23 juin, le paquet sera traité à la commission parlementaire. Les mesures prévues concernent 322.500 personnes, 34.500 emplois pourraient être créés ou maintenus, souligne M. Hundstorfer lors de la présentation du paquet. La durée de l'obligation de maintien dans l'emploi (actuellement jusqu'à quatre mois) critiquée par l'économie est maintenue. M. Pröll rappela dans un communiqué les conditions cadre améliorées pour le site d'emploi. Autres points forts du paquet : Améliorations dans le travail à temps partiel pour seniors et congé-formation, création d'une fondation pour jeunes et modèle des primes de solidarité. L'assiette de l'allocation de chômage sera en même temps indexée. Ceci entraînera une valorisation de l'allocation de chômage en fonction de l'inflation dont env. 250.000 personnes profiteront, souligne M. Hundstorfer. Jusqu'en 2013, le Gouvernement met plus de 400 mio. d'euros à la disposition du Paquet marché de l'emploi II. L'AMS escompte à partir de juillet env. 58.000 salarié(e)s en chômage partiel. Il y aura des simplifications pour le travail à temps partiel pour seniors : L'entreprise ne sera plus tenue de recruter un remplaçant. Le regroupement en blocs du travail à temps partiel pour seniors doit être aboli. Le taux de remboursement des frais sera de 55 % en cas de regroupement en blocs, mais de 90 % en cas de travail à temps partiel pour seniors continu. En raison de la crise économique, l'âge d'accès au travail à temps partiel pour seniors est gelé à 53 ans pour les femmes et à 58 ans pour les hommes. Un relèvement annuel de six mois est prévu plus tard. Le travail à temps partiel pour seniors sera aussi possible pour les salariés à temps partiel. La Fondation pour la jeunesse est surtout destinée aux jeunes travailleurs intérimaires. La fondation est conçue pour env. 2.000 personnes et coûte 10 mio. d'euros, dont 2 mio. d'euros proviennent des entreprises, 3 mio. d'euros du Fonds d'indemnisation en cas d'insolvabilité et 2,5 mio.

d'euros seront financés respectivement par l'AMS et les Länder. Pour le congé-formation, l'ancienneté requise sera désormais de six mois au lieu d'un an. Le modèle des primes de solidarité sera intensifié, dans lequel plusieurs salariés réduisent leur durée de travail pour faire place à un chômeur. Ceci doit désormais aussi être possible pour des apprentis provenant d'un apprentissage inter-entreprise. ■

La Loi sur la garantie de l'Etat aux entreprises mise sur les rails

Le Gouvernement a mis sur les rails le 16 juin les garanties de l'Etat pour les crédits d'entreprise. La « Loi sur le renforcement de la liquidité d'entreprises » assure aux entreprises de plus de 250 salarié(e)s un cadre de garantie de l'Etat allant jusqu'à 300 mio. d'euros. Le chancelier Werner Faymann avoua certes que le Gouvernement courait ainsi un certain risque de défaillance, mais les entreprises ne recevront un appui que si elles sont saines et ont des carnets de commande pleins. A l'objection que seules de grandes entreprises bénéficient de garanties de l'Etat par la Loi sur le renforcement de la liquidité, M. Faymann répondit que les petites entreprises pouvaient demander un appui adéquat à la banque étatique de soutien *austria wirtschaftsservice* (aws). ■

Secret bancaire : Assouplissement pour titulaires de comptes étrangers

Une nouvelle loi doit préparer la voie à l'assouplissement du secret bancaire pour les titulaires de comptes étrangers en Autriche. Le 16 juin, le ministre des Finances Josef Pröll a soumis au Conseil national une proposition de loi en la matière. A l'adresse de l'opposition, on rappelle qu'en l'absence de la majorité requise des deux tiers on risque des sanctions de la part des vingt principaux pays industrialisés et à économies émergentes (G20). A la mi-mars, l'Autriche avait reconnu sous la pression internationale les normes de l'OCDE pour l'échange international de renseignements en matière fiscale. ■

Poste : Georg Pölzl nouveau PDG

L'Autrichien Georg Pölzl (52 ans), PDG de l'opérateur allemand de téléphonie mobile T-Mobile, sera à partir du 1^{er} octobre PDG de la Poste autrichienne SA. ■

Actionnisme viennois à Sofia

« Viennese Actionism. From Painting to Action. Works from the MUMOK Collection » est le titre d'une exposition inaugurée le 11 juin par la ministre de la Culture Claudia Schmied et son homologue bulgare Stefan Danailov à la Galerie nationale d'art de Sofia. L'exposition montre 150 œuvres majeures de l'Actionnisme viennois provenant des fonds du MUMOK et est le coup d'envoi d'une série d'expositions sur l'art d'après 1945, qui présentera tous les ans les phénomènes de l'histoire internationale de l'art à la Galerie d'art de Sofia. M^{me} Schmied expliqua qu'« avec l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne en 2007, les conditions de l'échange culturel ont été améliorées de façon décisive. (...) Cette exposition montre très clairement qu'à côté de l'image traditionnelle de l'Autriche, il y a également une tradition d'avant-garde qui détermine aussi la place internationale de notre pays. L'exposition montre de façon impressionnante que du nouveau se développe et s'impose sans cesse. L'art provoque une osmose entre passé, présent et avenir ». M^{me} Schmied et M. Danailov ont déjà pris d'autres mesures concrètes pour l'amélioration de l'interconnexion culturelle entre les deux pays. De jeunes artistes bulgares doivent participer à des programmes autrichiens d'« Artiste en résidence ». Un premier artiste emménagera son atelier dès l'automne. ■

Exposition sur Josef Hoffmann dans sa ville natale de Brtnice (Pirnitz)

Un groupe d'éminents amateurs d'art autrichiens s'est rendu le 14 juin dans la paisible petite ville de Brtnice (Pirnitz) en Tchéquie méridionale. L'exposition permanente « Joseph Hofmann – Inspirations » fut inaugurée par la présidente du Conseil national Barbara Prammer dans la maison natale, rénovée en 2003, de l'architecte et concepteur Josef Hoffmann (1870-1956) – co-fondateur de la Sécession de Vienne et de la Wiener Werkstätte. Ce projet transfrontalier relève du côté autrichien du MAK (Musée d'art appliqué), du côté tchèque de la MG (Galerie morave) Brno (Brünn). Les deux musées organisent tous les ans depuis 2005 une exposition commune dans la maison baroque connue désormais comme Musée Josef Hoffmann, que l'architecte lui-même a déjà fait rénover une fois vers 1910. MAK et MG, appuyés par des prêteurs privés, fournissent aussi

les objets de l'actuelle exposition, prévue tout d'abord jusqu'à fin 2010. On y voit des aquarelles précoces, des verres, des coupes, des chaises et des croquis d'architecture que Hoffmann a réalisés sur le territoire de l'actuelle Tchéquie. A ceci s'ajoutent des pièces de la collection propre de Hoffmann, des « inspirations » : textiles et meubles populaires, portraits Biedermeier et relations de voyage de Capri, où il étudia pendant sa formation le mode de construction fonctionnel des maisons d'habitation. Les environs de sa maison natale, dont il se servait comme villégiature, semblent aussi avoir inspiré ce disciple d'Otto Wagner. M^{me} Prammer loua aussi la beauté de cette région dans son discours d'ouverture, puis l'exposition comme « signe de l'importance de la coopération austro-tchèque ». Vingt ans après la chute du rideau de fer, le projet montre « combien l'Europa peut et doit se développer merveilleusement ». Le directeur du MAK Peter Noever dit plus tard qu'il était important de se tourner vers la personne de Josef Hoffmann et sa ville natale sans frontières. « Précisément parce que son œuvre englobe un grand éventail. Du sanatorium moderne de Purkersdorf jusqu'à l'œuvre d'art globale qu'est le Palais Stoclet à Bruxelles ». Le MAK – propriétaire de la plus grande collection de ses œuvres – renforcera donc encore plus son engagement en Tchéquie. Dès l'automne, des objets supplémentaires seront montrés à Brtnice, un symposium et une réédition commentée de l'« Autobiographie » de Hoffmann sont prévus. Brtnice – à env. deux heures de voiture de Vienne – ne doit pas seulement être une curiosité touristique, mais aussi un centre de recherche sur Josef Hoffmann et son époque, dit le directeur du MAK.

www.mak.at/aussenstellen/c_hoffmann.htm ■

International Liszt Association (ILA)

L'International Liszt Association (ILA), organisation sans but lucratif (OSBL) ayant son siège principal à Budapest, qui se conçoit comme regroupement des sociétés Liszt de par le monde, d'institutions culturelles ainsi que de personnalités se distinguant par des réalisations scientifiques ou artistiques hors pair promouvant les valeurs de l'œuvre de Franz Liszt. Les membres fondateurs sont notamment la Franz Liszt-Gesellschaft Weimar, la Liszt Ferenc Társaság (Hongrie), la Stichting Franz Liszt Kring (Pays-Bas), la Liszt Society

Great Britain, l'Istituto Liszt Bologna (Italie), la Société française Franz Liszt ainsi que la société Liszt de Slovaquie et la Franz Liszt-Gesellschaft Burgenland. Detlef Altenburg, directeur d'institut du département de musicologie et professeur à l'École supérieure de musique Franz Liszt à Weimar, chercheur de renom sur Liszt, a été élu président de l'ILA. Le vice-président est Eduard Kutrowatz, avec son frère Johannes depuis début 2009 intendant du Festival Liszt à Raiding (Burgenland), lieu de naissance du compositeur. L'ILA poursuit un nombre d'objectifs : la promotion de la coopération internationale entre les différentes sociétés Liszt dans les domaines de la recherche, de l'enseignement et de la formation professionnelle, la promotion de l'échange de savoir, d'informations et d'expériences entre les différentes sociétés Liszt et institutions partenaires, la promotion des objectifs de toutes les institutions rattachées, en particulier ceux du Conseil international de la musique à Paris, dont l'ILA est membre, ainsi que la présentation du patrimoine de Liszt dans des organisations (inter)nationales. Selon Eduard Kutrowatz, l'ILA constitue un important réseau de portée mondiale « permettant de coordonner de façon optimale toutes les activités culturelles dans l'Année Liszt 2011 – qui se déroulera au Burgenland sous le label général lizstomania ». Par son appartenance à l'ILA, le Festival Liszt de Raiding, un des festivals européens de musique de chambre en plein essor, pourra encore mieux se positionner au niveau international. www.lisztfestival.at ■

Projets gagnants d'Art(s)&Sciences présentés par le maire Häupl

Au printemps 2008, Michael Häupl, Maire de Vienne et Président du Fonds viennois de science, recherche et technologie (WWTF), avait déclaré : « Les lettres et les sciences sociales et culturelles (LSSC) possèdent une longue et glorieuse tradition à Vienne et sont tout aussi importantes pour l'identité et le profil de la ville que pour l'analyse et les projets d'avenir. C'est pourquoi la ville de Vienne, outre les priorités dans les domaines de la biotechnologie, des sciences de la vie, de la TCI et des industries créatrices, soutiendra aussi à l'avenir les LSSC de façon ciblée ». M. Häupl lança à l'époque le nouveau « Programme viennois d'impulsion aux lettres, sciences sociales et culturelles », qui fut aussi créé grâce à l'initiative du maire adjoint en charge de la culture et des sciences Andreas Mailath-Pokorny et qui est géré

par le WWTF. Ce programme d'impulsion viennois pour les LSSC est un projet de démarrage de la Stratégie viennoise de recherche, de technologie et d'innovation (FTI) et doit mettre plus encore Vienne en évidence comme ville des lettres, des sciences sociales et culturelles. Le montant de l'aide indiqué à l'époque est de 1,5 mio. d'euros, projeté tout d'abord pour trois ans. M. Mailath-Pokorny avait dit alors qu'il ne s'agissait pas « de l'idéalisation d'une tradition locale, mais d'une inspiration. La Ville de Vienne offre moyennant ce programme un appui à ce que le nouveau, l'innovateur, l'inattendu puisse se produire à Vienne en une haute qualité. Nous voulons aider de façon ciblée les domaines qui ne mènent pas à une exploitation économique immédiate, mais qui contribuent à une meilleure compréhension des interactions sociétales. Les LSSC sont importantes pour les fondements sociétaux de demain ». Des concours organisés régulièrement, dits Appels, doivent soutenir des projets de recherche interdisciplinaires ainsi que des personnes. Les appels d'offres compétitifs s'orientent sur le principe de l'excellence, c.-à-d. sur la haute qualité de normes internationales. L'appel 2008 « Art(s)&Sciences » appela à demander de l'aide pour des projets individuels ou associatifs situés à l'interface entre science et art. Un conseil consultatif international de programme, composé de personnalités éminentes, a choisi en décembre 2008 les meilleurs projets – cinq projets individuels et deux associatifs – comme dignes d'être soutenus. Les projets gagnants furent présentés le 9 juin à l'Hôtel de Ville de Vienne dans le cadre d'une fête Art(s)&Sciences. Le philosophe Konrad Paul Liessmann fit un brillant discours introductif sur le rapport entre science et art, le musicien de jazz Christian Muthspiel fit sous le thème « I'm My Own-I-Pod » une performance solo originale, joua de la trombone et du keyboard et exposa clairement combien l'art ancien et nouveau et la technique sont entrelacés. Il y eut en outre de la musique du groupe « Café Drechsler » et de « DJ ricotico ». Dans la manifestation merveilleusement animée par Corinna Milborn, M. Häupl rappela avec insistance l'importance qu'ont eue de tous temps les réalisations de Vienne dans les domaines de la philosophie, la psychologie, l'architecture, la peinture, etc. – et non seulement dans la période de « Vienne vers 1900 » - et que maintenant les temps sont de nouveau propices à une apogée. Projets soutenus : www.wwtf.at ■

Loi de restitution amendée

Suite à un accord entre le vice-chancelier et ministre des Finances Josef Pröll et la ministre de la Culture Claudia Schmied, l'amendement de la Loi sur la restitution d'œuvres d'art doit être adopté le 23 juin par le Conseil des ministres. Selon le projet d'amendement, le Ministère des Finances doit désormais être représenté au Conseil consultatif de restitution avec droit de vote, la Finanzprokurator (Avocat général de l'Etat) avec voix consultative. A l'avenir, l'Etat doit pouvoir restituer non seulement des objets d'art, mais aussi « d'autres biens mobiliers culturels ». La loi doit en outre couvrir non seulement des objets provenant de l'inventaire des musées fédéraux ou du Dépôt fédéral de meubles, mais aussi « d'autres biens de l'Etat ». Le mandat du Conseil consultatif de restitution doit être prolongé à trois ans « pour assurer son indépendance ». Il s'agira à l'avenir aussi d'objets qui ont été expropriés par le régime nazi hors d'Autriche ainsi qu'avant 1938. Les tâches de la Commission de recherche sur la provenance (« la présentation systématique de la provenance des fonds des collections de l'Etat dans le contexte de spoliations possibles par le régime national-socialiste ») doivent être indiquées expressément dans la loi. « La restitution est une obligation historique dont la République doit s'acquitter le mieux possible. L'amendement à la Loi de restitution d'œuvres d'art est un pas important de plus vers l'indemnisation », dit M^{me} Schmied. M. Pröll le considère comme « une démarche claire en vue de la restitution intégrale d'objets d'art d'origine douteuse ». ■

Dépenses publiques élevées pour l'enseignement

Les dépenses publiques directes pour l'enseignement par élève ou étudiant comptent parmi les plus élevées dans le contexte européen et se situent à tous les niveaux nettement au-dessus de la moyenne de l'UE-25. Seuls le Luxembourg ainsi que la Norvège et les USA, Etats membres de l'OCDE, dépensent plus pour l'enseignement. Le nombre moyen d'élèves par classe et par enseignant a été nettement réduit entre 1970 et 1990. Depuis, on observe à l'exception des collèges « à la rigueur une légère augmentation » des effectifs des classes. Par rapport à d'autres pays de l'OCDE, l'Autriche a des classes plus petites dans les écoles primaires, les

enseignants enseignent moins d'élèves que dans la moyenne de l'OCDE. Après l'école primaire, env. deux tiers des enfants entrent au collège. Ceci n'est pas toujours dû à une décision consciente, le choix est aussi déterminé par l'offre. Les écoles secondaires d'enseignement général (lycées) n'ont de la place que pour un quart des élèves de cette classe d'âge. Le lieu de résidence joue là un rôle déterminant : A Vienne, il y a plus de lycées que dans la moyenne fédérale et le rapport entre lycéens et collégiens est équilibré. La part de lycéens est la plus faible au Tyrol, au Vorarlberg, au Salzbourg et en Haute-Autriche. La probabilité moyenne de suivre le premier cycle d'un lycée est deux fois plus élevée dans les grandes villes qu'à la campagne. Dans le second cycle de l'enseignement secondaire, un tiers des élèves se décident pour un centre d'apprentissage, env. 11 % pour une école moyenne de formation professionnelle, un tiers pour une école secondaire de formation professionnelle et env. un cinquième pour une école secondaire d'enseignement général. Le taux de collégiens admis à la classe suivante est avec 97,2 % supérieur à celui du premier cycle des lycées (94,2 %). Le nombre d'élèves non admis à la classe suivante est le plus élevé dans le second cycle du lycée. Plus de la moitié des étudiants (56 %) d'universités scientifiques ont passé un baccalauréat d'enseignement général, 36 % un baccalauréat d'enseignement professionnel. Les accès alternatifs tels que l'examen d'admission aux études jouent un rôle minime. Aux Instituts universitaires techniques (IUT), presque 85 % des débutants ont aussi un bac d'enseignement général (32%) ou d'enseignement professionnel (53 %). En Autriche, en moyenne un écolier de l'enseignement primaire sur cinq parle une autre langue quotidienne outre l'allemand. Dans les écoles spéciales, les enfants d'immigrés sont sur-représentés, dans les lycées ils sont par contre sous-représentés avec 12 % par rapport aux collèges (19 %). Il y a des différences entre les deux principaux groupes de migrants de langue maternelle autre que l'allemand : Tandis que 40 % des jeunes de langue maternelle bosniaque/croate/serbe suivent une école conduisant au baccalauréat, la part des élèves parlant le turc n'est que de la moitié. Pour le nombre de répétitions de classe, les jeunes turcs sont également défavorisés, presque un sur trois échoue une fois jusqu'au second cycle. Parmi les jeunes parlant bosniaque/croate/serbe, ils sont 18 %, parmi les non-migrants 13 %. ■

Le ministre Darabos : Sport avec 10.000 jeunes à Vienne

Le 10 juin, ce fut de nouveau le grand jour : 10.000 jeunes transformèrent le Stade Ernst Happel de Vienne en un site sportif le plus grand et le plus diversifié de son genre. Le ministre du Sport Norbert Darabos et le maire adjoint en charge du sport Christian Oxonitsch inaugurèrent ce méga-événement et se mêlèrent ensuite activement aux jeunes. Dans 45 stations sportives et trois tournois de ballon, le facteur amusement y trouva certainement son compte après le fitness check. Outre le sport d'équipe, l'autodéfense et l'athlétisme, on put aussi s'essayer à des disciplines extrêmes et trendy telles que le bungee jumping, l'escalade sur mur ou le break dance. Depuis 1966, la Journée du sport de jeunes des Jeunesses syndicales autrichiennes figure au calendrier des élèves de centres d'apprentissage, des apprentis et bien sûr aussi de tous les salarié(e)s encore jeunes. ■

Initiative « Dopage – non merci ! » : 1.500 signatures d'appui

Le dopage est de l'escroquerie à l'égard de tous les sportifs et sportives fair-play. L'Association viennoise de gymnastique et de sport ouvrier (WAT) s'oppose donc formellement à toute forme de dopage et a lancé l'action « Dopage – non merci ! », qui revendique la poursuite judiciaire de sportifs dopant consciemment dans le sport professionnel. 1.500 signatures ont été collectées ces dernières semaines dans différentes manifestations, p. ex. au congrès du Land du SPÖ Vienne, à la Fête du Prater le 1^{er} mai ou dans les associations membres du WAT. Tina Riedl (WAT Badminton Hernals) et Mathias Dockner (Basket-Clubs Vienna) ont remis avec le président du WAT Christian Pöttler les signatures collectées au ministre du Sport Norbert Darabos. « Je me réjouis de ce qu'une prise de conscience ait actuellement lieu dans le sport et que les associations et fédérations prennent la problématique du dopage très au sérieux », dit le Ministre. « Le dopage est une infraction élémentaire à une des valeurs fondamentales du sport, à savoir le fair-play. C'est pourquoi le WAT s'engage pour que les escrocs soient appréhendés et œuvre à éliminer le dopage du sport. L'action 'Dopage – non merci' est un pas dans la bonne direction » - Christian Pöttler en est convaincu. Le WAT est la plus grande association de sport de masse à Vienne, mais est

aussi actif dans le sport de performance et dans le sport de compétition. ■

30 places de plus dans le sport de compétition de l'armée fédérale

De jeunes athlètes en herbe trouvent dans les centres de sport de performance de l'armée fédérale des conditions d'entraînement optimales, ceci depuis de longues années. Le ministre du Sport Norbert Darabos relève le contingent d'appelés dans les centres de sport de compétition de l'armée fédérale autrichienne de 20 % de plus. Désormais, 150 au lieu de 120 jeunes sportifs peuvent s'entraîner professionnellement durant leur service militaire. « Je voudrais par le relèvement du contingent d'appelés au niveau du sport de compétition faciliter à encore plus de jeunes sportifs en herbe l'accès à une carrière internationale », dit M. Darabos, qui, avec cette mesure, profite aussi de façon optimale des synergies entre ses deux domaines de compétence, la Défense et le Sport. « En des temps économiquement difficiles, moins d'argent est consacré au sponsoring sportif. Je fais de mon mieux pour contrer cette tendance. L'appui de l'armée fédérale à nos sportifs est extrêmement important en ce moment ». Dès l'arrivée des appelés en octobre 2009, 10 sportifs de plus qu'il n'était prévu à l'origine profiteront de cette aide. En janvier et juillet 2010, 20 athlètes de plus seront stationnés dans les centres de sport de l'armée. ■

Le plus grand événement cycliste pour la relève à travers trois Länder

Le tour cycliste international de jeunesse de l'ASVÖ est devenu ces dernières années une des plus grandes manifestations d'Europe pour la relève dans le cyclisme. Cette année, 20 équipes de 16 nations, parmi elles trois équipes autrichiennes, s'attaqueront de nouveau du 10 au 16 août aux quatre étapes plus prologue. Le parcours à travers trois Länder fédérés est de nouveau très attrayant et permet d'escompter jusqu'à l'étape finale à Bad Tatzmannsdorf une compétition fascinante. Le ministre du Sport Darabos : « J'espère évidemment que les équipes autrichiennes fassent de nouveau bonne figure. Il serait désirable que cette année, après 2006, les partants autrichiens puissent de nouveau s'assurer le maillot rose du leader du classement général de l'ASVÖ. » ■